

Rapport de contrôle de l'inspection des installations classées	
Référence : UD-R-CTESSP-22-144-CM	
Nom et adresse de l'établissement contrôlé	Code DREAL
Société NOBLITEX : Site : <i>Route du Cergne 69470 COURS</i> Siège : <i>47/49 Rue Georges Mandel, 42300 ROANNE</i>	AIOT 0010600235 Priorité <input type="checkbox"/> PN <input type="checkbox"/> AE <input type="checkbox"/> SP <input type="checkbox"/> Autre DREAL <input type="checkbox"/> A <input type="checkbox"/> E <input type="checkbox"/> D <input type="checkbox"/> NC Régime <input type="checkbox"/> HAUT <input type="checkbox"/> BAS
Activité principale : Teinturerie	
Date du contrôle : 24/03/2022	
Inspectrice : Christelle MARNET	
Type de contrôle	
<input type="checkbox"/> Inspection annoncée <input type="checkbox"/> Inspection inopinée	<input type="checkbox"/> Inspection planifiée <input type="checkbox"/> Inspection circonstancielle
Circonstances du contrôle	
<input type="checkbox"/> Plan de contrôle de la DREAL <input type="checkbox"/> Pollution du 15/03/2022	<input type="checkbox"/> Plainte <input type="checkbox"/> Autre :
Thème(s) du contrôle <input type="checkbox"/> Action régionale : <i>Action nationale : SO</i>	
Principale(s) installation(s) contrôlée(s) • Tour du bâtiment et cours d'eau du Biot	
Référentiel(s) du contrôle • Arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 10/07/2009 • APMU du 16 mars 2022 • article R543-20 du code de l'environnement	
Personne(s) rencontrée(s) et fonction(s)	
Nom	Société
Jacquet Flavien	Ademe
Copies	<input type="checkbox"/> Exploitant DREAL : <input type="checkbox"/> Chrono <input type="checkbox"/> PRICAE <input type="checkbox"/> Cellule TESSP <input type="checkbox"/> Autre :

1 Contexte

La société NOBLITEX a exploité de 1997 à 2008 une teinturerie sise route du Cergne à Cours (69), dont l'activité était soumise à autorisation au titre de la réglementation sur les Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE). Toutefois, d'un point de vue administratif, l'exploitant n'avait déclaré qu'une activité soumise à déclaration, sans jamais régulariser sa situation malgré les demandes de l'Inspection.

L'exploitant ayant décidé de transférer son activité à Roanne, il a déposé une déclaration de cessation d'activité le 16 janvier 2008. Ce dossier de cessation n'étant pas conforme à la réglementation, le préfet du Rhône, sur proposition de l'Inspection, a imposé des mesures de surveillance et de réhabilitation à la société NOBLITEX par arrêté préfectoral en date du 10 juillet 2009. La société a ensuite été mise en liquidation auprès de la SELARL MJ Synergie désigné par jugement du 12 février 2020.

Le 15 mars 2022, un riverain a signalé des traces d'irisation dans le cours d'eau qui traverse le bâtiment de NOBLITEX au niveau du ruisseau le Biot. L'inspection s'est alors rendue sur place le 15 mars qui a constaté que la pollution était liée au démontage et déplacement d'un transformateur situé sur le site de Noblitem.

A l'issue, l'inspection a demandé au liquidateur de gérer cette pollution et un arrêté préfectoral de mesures d'urgence a été pris le 16 mars 2022. Le liquidateur ayant indiqué ne pas être en mesure de réaliser toutes ces actions, notamment du fait de fonds limités, il a décidé de prioriser ses actions.

En parallèle, les pompiers ont mis en place des barrages sur le Biot et le Trambouze pour limiter l'écoulement de la pollution, gestion qui a été reprise par la DREAL avec SERPOL puis avec l'Ademe.

La pollution étant toujours en cours le 24 mars, l'inspection a réalisé une deuxième visite d'inspection avec l'Ademe pour notamment faire le point des suites de la précédente visite et envisager les suites avec l'Ademe. La gendarmerie et la mairie étaient présents à la visite.

2 Principaux constats effectués lors de la visite d'inspection

Dans le cadre de la pollution du Biot découverte le 15 mars 2022, deux types d'actions doivent être mises en œuvre :

- la mise en place de barrages sur le Biot et le Trambouze pour absorber un maximum de pollution tant que la pollution continue d'être alimentée par le site de Noblitem ; des huiles étant présentes sur le site Noblitem (dans les réseaux, dans les sols) et étant relarguées petit à petit.
- des actions de suppression/confinement de la pollution sur le site de Noblitem
- l'évacuation des déchets générés par cette pollution et sa gestion.

Constat n°1 : Accès au site et sécurisation

Lors de la précédente inspection, il avait été demandé à la société SELARL MJ Synergie de sécuriser le site (portail d'entrée, clôture, fermeture des portes d'accès...) et notamment du transformateur (pas de mouvement du camion) pour éviter toute nouvelle pollution du Biot.

Lors de la présente visite, l'inspection a constaté que le bâtiment était accessible par une porte arrière et que la porte d'accès principal (face avant) était en revanche fermée.

Le liquidateur ayant indiqué ne pas être en mesure de réaliser cette action, la DREAL en lien avec la gendarmerie a demandé à cette dernière de récupérer les clés du local auprès du propriétaire et de fermer l'ensemble des accès.

Conclusion		Référence réglementaire	Délai ou calendrier
<input type="checkbox"/> Pas d'observation	<input type="checkbox"/> Non conformité	APMU du 16 mars 2022	
<input type="checkbox"/> Observation	<input type="checkbox"/> Proposition d'APTO		

Constat n°2 : Nature du produit rejeté au Biot

Lors de la précédente inspection, il avait été demandé à la société SELARL MJ Synergie de réaliser une analyse du produit ayant conduit à la pollution notamment pour identifier si celui-ci contient des PCB .

L'exploitant a indiqué par mail du 21 mars que des prélèvements de l'huile avaient été faits et qu'une analyse en laboratoire était en cours pour rechercher des PCB et qu'il en était ressorti que le produit analysé était de l'huile contenant du PCB à hauteur de 800ppm. Le bordereau d'analyse a été transmis.

Conclusion		Référence réglementaire	Délai ou calendrier
<input type="checkbox"/> Pas d'observation	<input type="checkbox"/> Non conformité	APMU du 16 mars 2022	.
<input type="checkbox"/> Observation	<input type="checkbox"/> Proposition de mise en demeure		

Constat n°3 : Limitation des pollutions

Lors de la précédente inspection, il avait été demandé à la société SELARL MJ Synergie de prendre toutes les mesures pour :

- limiter la pollution du cours d'eau (du type : excavation des terres polluées pouvant encore alimenter le cours d'eau, sécuriser le camion pour éviter toute fuite, pomper et curer les réseaux, boucher les réseaux...).
- éliminer les déchets issus du transformateur encore présents sur site dans des filières autorisées à traiter ce type de déchets
- éliminer les déchets générés dans le cadre de cette pollution (boudins souillés utilisés pour les barrages, bottes de paille souillées, consommables souillés...) dans des filières autorisées à traiter ce type de déchets

L'exploitant a indiqué par mail du 18 mars 2022 avoir réalisé les opérations ci-dessous :

- Reconditionnement des huiles situés dans le camion en fûts,
- Déchargement du camion de la carcasse du poste transfo souillé et pose sur une bâche,
- fourniture de boudins et d'absorbants

Il a indiqué ne pas être en capacité de réaliser les curages, n'ayant pas les moyens financiers.

Lors de la présente visite, l'inspection a constaté :

- la présence de pollution au niveau du Biot et du barrage flottant.
- la présence des barrages au niveau du Trambouze
- la présence de boudins absorbants neufs et des fûts pour les conditionner
- la présence d'une partie du transformateur sur une bâche
- la présence de fûts de déchets dans le bâtiment

L'exploitant ayant annoncé ne plus disposer de fonds pour finaliser toutes les opérations de mise en sécurité et de gestion de la pollution, la DREAL va demander une intervention de l'Ademe.

Conclusion		Référence réglementaire	Délai ou calendrier
<input type="checkbox"/> Pas d'observation	<input type="checkbox"/> Non conformité	APMU du 16 mars 2022	
<input type="checkbox"/> Observation	<input type="checkbox"/> Proposition d'APTO		

Constat n°4 : Transformateur

L'inspection rappelle que :

- l'article R543-20 du code de l'environnement dispose qu'« *il est interdit d'acquérir, détenir en vue de la vente ou céder à titre onéreux ou gratuit des PCB ou des appareils contenant des PCB. En outre, la détention d'appareils contenant des PCB ou tout mélange de ces substances dont la teneur ou la teneur cumulée est supérieure à 500 ppm en masse, est interdite* ».
- l'article R543-25 du code de l'environnement stipule qu'*en cas de mise à l'arrêt définitif, [], d'une installation classée dont seule l'alimentation électrique justifiait l'utilisation d'un appareil contenant des PCB, le détenteur est tenu de faire traiter cet appareil dans les conditions fixées à l'article R. 543-33.*

Le transformateur contenant une huile à une concentration de plus de 500ppm, le propriétaire, la famille Guerin, aurait dû faire évacuer ce transformateur dans les filières dûment agréées et ne pouvait pas demander à M. Steinke ferrailleur de venir récupérer le transformateur.

Conclusion		Référence réglementaire	Délai ou calendrier
<input type="checkbox"/> Pas d'observation	<input type="checkbox"/> Non conformité	R543-20 et 25 du code de l'environnement	
<input type="checkbox"/> Observation	<input type="checkbox"/> Proposition de mise en demeure		

Suites données par l'inspection

- ☐ Observations ou non conformités à traiter par courrier
- ☐ Proposition de suites administratives (APMD, amende administrative, consignation, etc.)
- ☐ Proposition de renforcement, modification ou mise à jour des prescriptions
- ☐ Autre(s) :

Synthèse des suites :

La visite d'inspection a permis de montrer que les actions engagées par le liquidateur étaient insuffisantes pour maîtriser la pollution et qu'il était nécessaire que l'Ademe soit saisi pour se substituer au liquidateur.

Signature de l'inspecteur	Vérificateur	Approbateur
L'inspecteur de l'environnement	Le chef de l'unité départemental du Rhône	Le chef de l'unité départemental du Rhône
Christelle MARNET	Jean Yves DUREL	Jean Yves DUREL